



CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240621-2106202476-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2024

Publication : 28/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



# PROCÈS-VERBAL

## SÉANCE DU 31 MAI 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL  
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

## ORDRE DU JOUR

1.	Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 avril 2024.....	4
2.	Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration .....	4
3.	Compte de gestion 2023 du budget principal du C.C.A.S. ....	5
4.	Compte administratif 2023 du budget principal du C.C.A.S. ....	6
5.	Affectation des résultats - budget principal du C.C.A.S. ....	8
6.	Cession à titre gratuit de véhicule (Peugeot boxer immatriculé 8601wq76) à SOLIDARAUTO .....	10
7.	EHPAD LA PLEIADE - Avenant N° 2 à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen - Régularisation - Autorisation signature.....	12
8.	Acceptation de don en faveur du C.C.A.S. par la Société COACHNIMAGE - Autorisation signature...	13
9.	Demande d'aide à l'investissement pour travaux d'aménagement et acquisition de petits équipements des résidences autonomie - Département 76 .....	14
10.	Convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie - Autorisation signature.....	17
6.	Demandes de subvention pour les projets « Maraudes culturelles » et « habitantes des rues » auprès de différentes institutions - Autorisation signature .....	19

Le 31 mai 2024 à 14h37 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Élisabeth ALAZARD, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR, Madame Marie-Françoise MARCASSIN ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

Était excusé : Monsieur Jean DE BEIR

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

**Date de convocation :** 27 mai 2024

*J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 31 mai 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.*



*Madame DUTARTE informe les Administrateurs présents de l'accueil d'une stagiaire INET commune entre la Ville de Rouen et son C.C.A.S. afin de réaliser un état des lieux des modalités de mise en œuvre des fonctions ressources mutualisées entre la Ville et le C.C.A.S.*

## **1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 25 avril 2024**

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 25 avril 2024 est adopté à l'unanimité.



## **2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration**

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président et à sa Vice-Présidente lors de la séance du 25 avril 2024. Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article R. 123-22 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

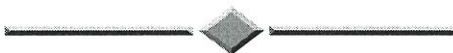
VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consenties par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période du mois d'avril 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte du compte rendu annexé



*Présentation du PowerPoint des rapports financiers par le chargé de mission budgétaire du CCAS de Rouen en annexe du présent Procès-verbal.*



### **3. Compte de gestion 2023 du budget principal du C.C.A.S.**

Avant l'adoption du compte administratif 2023, le Conseil d'Administration est invité à donner son avis sur le compte de gestion du Trésorier Principal Municipal.

Les résultats portés dans les deux documents étant identiques, il est proposé d'adopter le compte de gestion du budget principal du CCAS présenté par le Trésorier Principal Municipal pour cet exercice.

Il est rappelé :

- que le Conseil d'Administration s'est fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, le détail des dépenses effectuées, les bordereaux des mandats, les bordereaux des titres de recettes, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal,
- qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Ledit compte de gestion est annexé au présent projet de délibération.

#### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M14,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2023 tenu par le Trésorier Principal Municipal,

CONSIDÉRANT que le Conseil d'Administration s'est fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal Municipal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

CONSIDÉRANT qu'il s'est assuré que le Trésorier Principal Municipal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022 et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

CONSIDÉRANT que les résultats portés sur le compte administratif et le compte de gestion 2023 sont identiques.

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

1. Approuve l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023,
2. Approuve l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,
3. Approuve la comptabilité des valeurs inactives,
4. Déclare que le compte de gestion 2023 dressé par le Trésorier Principal Municipal, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,
5. Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tous les actes et documents en vue d'accomplir toutes les formalités qui s'avèrent nécessaires.



#### **4. Compte administratif 2023 du budget principal du C.C.A.S.**

Conformément à l'article L. 1612-12 du CGCT, le vote du conseil d'administration arrêtant les comptes de la collectivité doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante et la transmission au préfet intervient au plus tard quinze jours après cette date limite d'adoption.

Le compte administratif 2023 du budget principal du CCAS, dont vous trouverez une présentation détaillée en annexe à la présente délibération, est clôturé avec les résultats suivants :

<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 407
	811.57
Recettes réelles de fonctionnement	6 403
	465.98
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-4 345.59</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	158 748.99
Recettes d'ordre de fonctionnement	5 662.00
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-153 086.99</b>
Résultat de l'exercice 2023	-157 432.58
Résultat antérieur reporté 2022	787 457.90
<b>Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2023</b>	<b>630 025.32</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles d'investissement	244 966.31
Recettes réelles d'investissement	9 200.63
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-235 765.68</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre d'investissement	5 662.00

Recettes d'ordre d'investissement	158 748.99
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>153 086.99</b>
Résultat de l'exercice 2023	-82 678.69
Résultat antérieur reporté 2022	175 678.02
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement	0.00
<b>TOTAL</b>	<b>175 678.02</b>
Résultat de clôture de la section d'investissement 2023	92 999.33
<b>Résultat de clôture 2023</b>	<b>723 024.65</b>

Le compte administratif et son rapport de présentation sont annexés au présent projet de délibération.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L1612-12 Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration en date du 31 mai 2024 qui approuve le compte de gestion 2023 du budget principal,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget Principal dressé par la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au vote du compte administratif du budget principal du CCAS pour l'exercice 2023,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

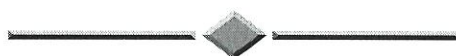
APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Adopte le compte administratif 2023, lequel peut se résumer par le tableau intégré à la présente délibération,
- Constate les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-après :



<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles de fonctionnement	6 407
	811.57
Recettes réelles de fonctionnement	6 403
	465.98
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-4 345.59</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	158 748.99
Recettes d'ordre de fonctionnement	5 662.00
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-153 086.99</b>
Résultat de l'exercice 2023	-157 432.58
Résultat antérieur reporté 2022	787 457.90
<b>Résultat de clôture de la section de fonctionnement 2023</b>	<b>630 025.32</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT (en €)</b>	
<b><u>MOUVEMENTS REELS</u></b>	
Dépenses réelles d'investissement	244 966.31
Recettes réelles d'investissement	9 200.63
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>-235 765.68</b>
<b><u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u></b>	
Dépenses d'ordre d'investissement	5 662.00
Recettes d'ordre d'investissement	158 748.99
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>153 086.99</b>
Résultat de l'exercice 2023	-82 678.69
Résultat antérieur reporté 2022	175 678.02
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement	0.00
<b>TOTAL</b>	<b>175 678.02</b>
<b>Résultat de clôture de la section d'investissement 2023</b>	<b>92 999.33</b>
<b>Résultat de clôture 2023</b>	<b>723 024.65</b>

La Direction des Finances indique que le principal contributeur du C.C.A.S. est la Ville de Rouen et précise que 70 % des dépenses de fonctionnement correspondent aux charges de personnel.



## **5. Affectation des résultats - budget principal du C.C.A.S.**

L'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et aux établissements communaux dotés de la personnalité juridique comme un C.C.A.S. prévoit, après approbation du compte administratif par le Conseil Municipal, un dispositif spécifique d'affectation budgétaire du résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos.

L'affectation s'avère possible dès lors que le résultat de clôture de fonctionnement est excédentaire.

Le compte administratif 2023 du budget principal du CCAS qui vous a été présenté au cours de cette



même séance du Conseil d'Administration, fait apparaître les résultats de clôture suivants :

		DEPENSES	RECETTES
Réalizations de l'exercice (mandats et titres)	Section de fonctionnement	6 566 560,56	6 409 127,98
	Section d'investissement	250 628,31	167 949,62
Reports de l'exercice N-1	Report en section de fonctionnement (002)	0,00	787 457,90
	Report en section d'investissement (001)	0,00	175 678,02
	TOTAL (réalisations + reports)	6 817 188,87	7 540 213,52
Restes à réaliser à reporter en N+1	Section de fonctionnement	0,00	0,00
	Section d'investissement	23 435,85	0,00
Résultat cumulé	Section de fonctionnement	6 566 560,56	7 196 585,88
	Section d'investissement	274 064,16	343 627,64
	TOTAL CUMULE	6 840 624,72	7 540 213,52

Le résultat de l'exercice 2023 de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 157 432,58 €.

Le solde d'exécution de l'exercice 2023 de la section d'investissement fait ressortir un besoin de financement de 82 678,69 €.

Des restes à réaliser pour un montant de 23 435,85 € sont constatés en dépenses d'investissement.

#### Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un déficit de 157 432,58 € pour l'année 2023. L'excédent antérieur est de 787 457,90 €, ce qui diminue le résultat cumulé 2023 à 630 025,32 €.

Pour équilibrer le budget 2024, par délibération du 22 mars 2024, il a été voté la reprise par anticipation des résultats 2023 avant le vote du compte administratif.

Le résultat de 630 025,32 € a donc déjà été affecté au budget primitif 2024 au compte 002 « Résultat de fonctionnement reporté ».

#### Section d'investissement :

Le résultat de l'exercice 2023 est un déficit de 82 678,69 €, l'excédent antérieur est de 175 678,02 €, ce qui diminue le résultat cumulé 2023 à 92 999,33 €.

Pour équilibrer le budget 2024, par délibération du 22 mars 2024, il a été voté la reprise par anticipation des résultats 2023 avant le vote du compte administratif.

Le résultat de 92 999,33 € a donc déjà été affecté au budget primitif 2024 au compte 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement à reporter ».

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU les Articles L.2311-5 et R.2311-11 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M14 applicable jusqu'au 31 décembre 2023,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2024,

CONSIDÉRANT le compte administratif de l'exercice 2023 du budget Principal dressé par la Vice-Présidente du C.C.A.S.,

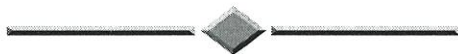
CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 pour le budget principal du CCAS,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder au report définitif du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour le budget principal du CCAS,

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DU RAPPORT,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES:

- 1- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement constaté au compte administratif 2023 à hauteur de 630 025,32 € du budget principal du CCAS de la manière suivante :
  - La totalité, soit 630 025,32 €, est portée en recette de fonctionnement (compte 002).
- 2- Approuve le report du résultat excédentaire cumulé de la section d'investissement pour 92 999,33 € porté en recette d'investissement (compte 001).



### **6. Cession à titre gratuit de véhicule (Peugeot boxer immatriculé 8601wq76) à SOLIDARAUTO**

Suite aux conseils techniques apportés par l'équipe du garage municipal de la Ville de Rouen, et, au vu de l'âge du véhicule PEUGEOT BOXER immatriculé 8601 WQ 76 et de son état général, les frais engendrés dépassent sa valeur actuelle, il est donc opportun de procéder à une cession.

Le C.C.A.S de Rouen a sollicité le garage SOLIDARAUTO, association d'insertion créée sous les statuts de la loi 1901, pour la remise sous forme de don.

Le garage SOLIDARAUTO a émis un avis favorable à la reprise de ce véhicule. Ce garage étant agréé, le C.C.A.S de Rouen est dispensé de réaliser un contrôle technique.

Comptablement, les cessions à titre gratuit ou à l'euro symbolique s'analysent comme des

subventions d'équipement versées en nature. En dehors du champ concurrentiel, ces cessions doivent respecter les règles applicables aux subventions publiques, notamment la présence d'un intérêt public local, le respect des compétences de l'entité ou bien encore les principes d'égalité et de neutralité de l'action publique.

Dans le cas d'une cession à une association, la jurisprudence actuelle admet la possibilité pour des personnes publiques de céder des biens à titre gratuit, à l'euro symbolique, ou à un prix inférieur à leur valeur, lorsque cette cession est justifiée par des motifs d'intérêt général.

La valeur nette comptable du bien cédé étant nulle (amortissement réalisé en totalité entre les exercices 2008 et 2013), cette opération ne se traduit d'aucune opération d'ordre budgétaire.

Il est proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen de céder ce véhicule à titre gratuit au garage SOLIDARAUTO et de le sortir de l'inventaire comptable.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Décret n° 95-562 du 6 mai 1995 relatif aux C.C.A.S et C.I.A.S,

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L. 2122-22 10° du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT que le garage SOLIDARAUTO a accepté de recevoir sous forme de don le véhicule Peugeot Boxer immatriculé 8601 WQ 76,

CONSIDÉRANT que le garage SOLIDARAUTO étant agréé, le C.C.A.S de Rouen n'a pas l'obligation de réaliser un contrôle technique,

CONSIDÉRANT que la valeur nette comptable de ce véhicule est nulle,

CONSIDÉRANT que le garage SOLIDARAUTO est une association d'insertion,

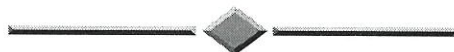
CONSIDÉRANT le tableau ci-dessous :

Compte	N° d'inventaire	Nature	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition TTC	Durée	Amortissement cumulé au 31/12 de l'année N-1	Dotations de l'année N	Amortissement cumulé au 31/12 de l'année N	Valeur nette comptable
2182	0800040	1 Véhicule PEUGEOT BOXER	22/05/2008	10 500,00 €	5	10 500,00 €	0,00 €	10 500,00 €	0,00 €

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise la cession à titre gracieux du véhicule Peugeot BOXER immatriculé 8601 WQ 76,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer tous documents découlant de cette cession,
- Dit que le véhicule sort de l'inventaire comptable.





*Madame la Vice-Présidente* indique que Madame Amèle MANSOURI ne participe ni au débat ni au vote de la délibération ci-après.

**7. EHPAD LA PLEIADE - Avenant N° 2 à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen - Régularisation - Autorisation signature**

La Ville de ROUEN a confié à la Société Anonyme d'Economie Mixte Immobilière de Normandie (SEMINOR) la réalisation d'une Maison d'Accueil pour Personnes Agées Dépendantes (MAPAD) « La Pléiade » située rue Jacques Fouray à Rouen.

Par une convention de location en date du 30 janvier 1991, la gestion de l'établissement a été confiée au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville de Rouen.

Dans le cadre de la cession de l'autorisation de l'EHPAD permettant le transfert de gestion au Centre Hospitalier du Bois Petit (CHBP) de Sotteville, le Conseil d'Administration du CCAS de Rouen du 23 février 2024 a voté la résiliation de cette convention de location au 31 mars 2024 par voie d'avenant. A la demande de SEMINOR, des modifications de forme ont été portées à ce document. Il est précisé également qu'un état des lieux de l'établissement sera effectué.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer l'avenant n°2 à la convention de location du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen tel que présenté en annexe et à signer l'état des lieux.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R 123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2211-1 et L.2221-1,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2241-1 et suivants,

VU la Convention de location en date du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 23 février 2024 relative au transfert de gestion de l'EHPAD la Pléiade au Centre Hospitalier du Bois Petit au 1<sup>er</sup> avril 2024,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 23 février 2024 relative à l'avenant à la convention de location du 30 janvier 1991 entre SEMINOR et le CCAS de Rouen,

VU la Délibération du Conseil d'Administration de SEMINOR en date du 26 mars 2024 approuvant le transfert de la gestion de l'EHPAD et autorisant plus généralement SEMINOR à procéder à toutes les formalités requises pour mener à bonne fin ce dossier,

Vu l'Avenant à la convention de location du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de



Rouen,

VU l'arrêté de transfert de l'autorisation de l'EHPAD la Pléiade au Centre Hospitalier du Bois Petit en date du 28 mars 2024,

CONSIDÉRANT le transfert de gestion de l'EHPAD la Pléiade de Rouen, au Centre Hospitalier du Bois Petit (CHBP) de Sotteville-lès-Rouen au 1<sup>er</sup> avril 2024,

CONSIDÉRANT que le transfert de gestion implique de résilier la convention de location liant le C.C.A.S. à SEMINOR au 31 mars 2024.

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des modifications dans l'avenant à la convention de location du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES VOTANTS, autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer l'avenant n°2 à la convention de location du 30 janvier 1991, conclue entre SEMINOR et le C.C.A.S. de Rouen tel que présenté en annexe et à signer l'état des lieux



#### **8. Acceptation de don en faveur du C.C.A.S. par la Société COACHNIMAGE - Autorisation signature**

Dans le cadre de son programme de prévention à la perte d'autonomie, le CLIC des Aînés organise une journée d'informations, de loisirs et de prévention en faveur des femmes âgées de 50 ans et plus.

Cette action, aura lieu le jeudi 30 mai 2024 au centre André Malraux situé rue François Couperin à Rouen et se déroulera autour de trois thématiques : la prévention/santé, le bien-être et le sport /loisirs.

Afin d'organiser cette journée autour de conférences, de stands et d'animations, le CLIC a sollicité le soutien et la solidarité de l'ensemble de ses partenaires.

La société « Coach'N Image » spécialisée dans le conseil en image et domiciliée 112, grande rue, 76840 Hénouville, souhaite procéder à un don de prestation intellectuelle et des frais de transport dans le cadre de cette journée. Ce don représente une valeur de 314,40 € TTC (prestation et frais de transport) et permettra la mise en place de deux ateliers de conseil en image d'une durée d'une heure chacun se déroulant au cours de la matinée du 30 mai 2024.

Pour ce don en nature, le CCAS de Rouen s'engage à signer le formulaire N° Cerfa : 16216\*01 intitulé « Reçu des dons et versements effectués par les entreprises au titre de l'article 238 bis du code général des impôts ».

La signature de ce document permettra au prestataire d'effectuer une demande de réduction d'impôt.

Ledit document est annexé au présent projet de délibération.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'accepter le don de prestation intellectuelle et de frais de transport d'une valeur de 314,40 € TTC et d'autoriser Monsieur le Président à signer le reçu au titre des dons via le CERFA n° 16216\*01 qui sera remis à la société « Coach'N Image » .

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-25 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU l'Article L123-8 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu l'Article 238 bis du Code général des impôts,

VU le Décret n°1995-562 du 6 mai 1995 relatif aux CCAS et CIAS,

VU le Décret n°2016-824 du 21 juin 2016 relatif aux missions des CCAS et CIAS,

CONSIDÉRANT, que le CLIC des Aînés est géré par le CCAS de Rouen et le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT, que le CLIC doit mettre en place des actions de prévention en lien avec l'Analyse des Besoins Sociaux du CCAS de Rouen et les axes prioritaires du Schéma Unique des Solidarités établi par le Département pour la période 2023-2027.

CONSIDÉRANT que la société « Coach'N Image », domiciliée 112 grande rue, 76840 Hénouville, souhaite procéder à un don de prestation pour l'action « Être une femme après 50 ans » organisée par le CLIC des Aînés.

CONSIDÉRANT que ce don ne sera grevé ni de conditions ni de charges.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Accepte le don de prestation intellectuelle et frais de transport d'une valeur de 314,40 € TTC,
- Autorise Monsieur le Président à signer le reçu au titre des dons via le CERFA n° 16216\*01 qui sera remis à la société « Coach'N Image »



### **9. Demande d'aide à l'investissement pour travaux d'aménagement et acquisition de petits équipements des résidences autonomie - Département 76**

#### **Contexte :**

Dans le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022, le Département de la Seine Maritime s'est engagé à renforcer la qualité des accompagnements sociaux et médico-sociaux. A cet effet, il entend concourir au quotidien à améliorer le cadre et le confort de vie en établissement.

Le conseil départemental réuni le 10 mars 2022 a décidé de pérenniser le dispositif d'aide à l'investissement mobilier (travaux d'aménagement et petits équipements) destiné aux EHPAD,

résidences autonomie et établissements et services accueillant des personnes en situation de handicap.

### **Nature et objectif de l'aide :**

Le dispositif d'aide a pour objectif de financer des aménagements et équipements concourant à :

- Prévenir la perte d'autonomie ;
- Améliorer le confort de vie ;
- Améliorer les conditions de travail.

### **Conditions financières et versement :**

Un dossier de demande de subvention par établissement et par objectif.

La subvention exceptionnelle sera versée dans la limite de 20 000 € par établissement avec une participation minimale de 20 % du CCAS.

Le délai de dépôt des demandes de subvention est fixé au 31 mars 2024.

Le bénéficiaire dispose d'un an à compter de la date d'attribution pour démarrer son projet (transmission d'un bon de commande ou ordres de service).

La dernière facture doit être datée de moins de 3 ans à compter de la date d'attribution et la demande de solde devra intervenir dans les 6 mois suivants.

La subvention est versée au prorata (80 %) des factures présentées certifiées acquittées dans la limite de l'aide attribuée.

### **Description des projets :**

#### **1- Prévenir de la perte d'autonomie**

De nombreuses actions sont de nature à prévenir la perte d'autonomie. La crise sanitaire a, par ailleurs, mis en exergue un besoin d'équipements nécessaires et l'enjeu est désormais de permettre aux résidents de préserver les liens familiaux et sociaux, de favoriser la stimulation cognitive, d'accéder à des activités physiques et de bien-être (ou détente), facteurs essentiels à la prévention de la perte d'autonomie.

Proposition pour la résidence autonomie Bonvoisin :

- Minibus 9 places : **33 281,76 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Saint-Filleul :

- Tableau blanc déplaçable : **114,89 € TTC**
- Horloge digitale grand affichage et rétro-éclairage : **111,29 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Trianon :

- Acquisition de plusieurs jeux en bois : **1 127,30 € TTC**
- 10 sièges en tissu pliants : **505,91€ TTC**
- Acquisition d'une cuisinière : **588,99 € TTC**

#### **2- Améliorer le confort de vie :**

Améliorer le cadre de vie des résidents que ce soit pour le bien-être ou favoriser les espaces conviviaux (accueil des familles ou lien social entre résidents) et développer les activités en



extérieur.

Proposition pour la résidence autonomie Saint-Filleul :

- Acquisition du module interactif et personnalisable « Accueil et informations vie quotidienne » pour le totem numérique de la résidence : **4 485,36 € TTC**
- Bancs extérieurs. : **2 953,20 € TTC**
- Tabourets et fauteuils pliants : **126,62 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Acquisition du module interactif et personnalisable « Accueil et informations vie quotidienne » pour le totem numérique de la résidence : **4 485,36 € TTC**

Proposition pour la résidence autonomie Trianon :

- Acquisition du module interactif et personnalisable « Accueil et informations vie quotidienne » pour le totem numérique de la résidence : **4 485,36 € TTC**

**3- Améliorer les conditions de travail du personnel :**

Des investissements de nature à prévenir les troubles musculo-squelettiques, à optimiser la gestion administrative, ou encore à réduire l'encombrement des locaux et prévenir les risques de chutes peuvent être financés.

Proposition pour la résidence autonomie La Rose des Sables :

- Aspirateur sans fil : **1.230,00 € TTC**

**Montants totaux par établissement :**

	Dépenses (HT)	Dépenses (TTC)	Subventions sollicitées (80% du HT, plafond 20 000€/résidence)	Autofinancement (20% minimum)
<b>Résidence Rose des Sables</b>	4 762,80 €	<b>5 715,36 €</b>	3 810,24 €	1 905,12 €
<b>Résidence Saint- Filleul</b>	6 492,79 €	<b>7 791,36 €</b>	5 194,23 €	2 597,13 €
<b>Résidence Bonvoisin</b>	27 798,43 €	<b>33 281,76 €</b>	20 000,00 €	13 281,76 €
<b>Résidence Trianon</b>	5 583,86 €	<b>6 707,56 €</b>	4 467,09 €	2 240,47 €
<b>TOTAL</b>	44 637,88 €	<b>53 496,04 €</b>	<b>33 471,56 €</b>	<b>20 024,48 €</b>

Lesdits dossiers de demande de subvention sont annexés au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à se prononcer sur l'opportunité de



solliciter des subventions pour un montant total de 33 471,56 € auprès du Département de Seine Maritime.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le schéma départemental de l'autonomie 2018-2022,

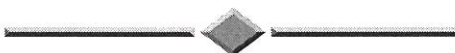
VU la délibération du conseil départemental du 10 mars 2022 autorisant la pérennisation du dispositif d'aide à l'investissement mobilier,

CONSIDÉRANT le dispositif d'aide à l'investissement du Département de la Seine Maritime visant à améliorer le cadre de vie des résidents des résidences autonomie,

CONSIDÉRANT les besoins d'équipements identifiés pour les résidences autonomie,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES

- Autorise le Président du C.C.A.S. ou son représentant à solliciter une subvention de 33 471,56 € auprès du Département de Seine Maritime dans le cadre du dispositif d'aide à l'investissement et à signer tous les documents s'y rattachant ;
- Inscrit les dépenses aux comptes 2181 « Installations générales, agencements, aménagements divers » et 2188 « Autres immobilisations » et les recettes provenant de la subvention au compte 1392 « Subventions d'investissement - Collectivités » des budgets concernés.



### **10. Convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie - Autorisation signature**

Porté par le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) de la Ville de Rouen et le Département de Seine-Maritime, le CLIC des aînés propose chaque année un programme de prévention à la perte d'autonomie en faveur des rouennais âgés de plus de 60 ans afin d'anticiper les prémices du vieillissement et de favoriser le lien social.

Dans le cadre de la mise en place de ce programme, le CLIC bénéficiait depuis 2016 de subventions attribuées suite aux réponses à l'Appel à Projet publié chaque année par la Conférence des Financeurs de la Prévention de la Perte d'Autonomie (C.F.P.P.A.).

En 2024, le Département a souhaité modifier les modalités de financement des programmes de prévention à la perte d'autonomie. Les CLIC n'ont désormais plus la possibilité de répondre aux appels à projets de la C.F.P.P.A. Dans un souci d'harmonisation des financements attribués aux CLIC du territoire, les subventions sont désormais définies dans une convention annexée à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.) de chaque CLIC, signée pour deux ans.

L'objet de cette convention « d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention à la perte d'autonomie » est de définir les conditions dans lesquelles le Département apporte son soutien au programme d'actions mises en place par le CLIC en faveur de la prévention de la perte d'autonomie.

La présente convention propose pour 2024 et 2025 le financement de trois actions portées par le CLIC.

1. Le renouvellement du programme de prévention à la perte d'autonomie : la demande de subvention effectuée dans ce cadre concerne uniquement l'année 2025 pour un montant de 5090 €, le CLIC ayant perçu une subvention de 12.338 € en 2024.

Cette subvention a pour objet de financer les actions suivantes : 1 séance de marche rapide par mois, 1 séance mensuelle de Brain Gym, 7 séances annuelles de sophro-marche, 1 séance mensuelle de Brain Ball, 1 séance trimestrielle de réflexologie, 1 atelier alimentation et 1 atelier hydratation sur la période estivale. En parallèle, le CLIC poursuit ses actions avec l'A.S.P.T.T., l'A.S.R.U.C. et l'ensemble des partenaires intervenant initialement dans le cadre de ce programme de prévention.

Pour l'année 2025, des demandes de financement ont été déposées directement par ces organismes auprès de la C.F.P.A. afin de poursuivre notamment le programme « marcher ou courir » proposant une séance hebdomadaire de marche sur les quais ou les séances de découverte multi-sports proposées pendant les vacances scolaires.

2. Le renouvellement du poste de travailleur social dédié à l'accompagnement des publics les plus fragiles (personnes âgées isolées, migrants vieillissants et personnes en situation de grande précarité) soit 50.963€ en 2024 et 53.163 € pour 2025.

3. Le programme de soutien aux proches aidants pour un montant de 3.790 € en 2024 et 3.790 € en 2025. Cette action permet la mise en place d'un accueil aidant/aidé au sein de l'accueil de jour de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Saint Joseph situé 2 rue de la Cage à Rouen lors des rencontres mensuelles organisées dans le cadre du groupe d'expression aux aidants familiaux. Il permet également l'organisation d'un stage annuel de bien-être en faveur de ce même public organisé sur la période estivale.

Il est demandé au Département une subvention globale de 54.753 € au titre de l'année 2024 et de 62.043 € au titre de l'année 2025.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie pour les années 2024 et 2025.

Ladite convention est annexée au présent projet de délibération.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R.123-20 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'Adaptation de la Société au Vieillessement,

VU la Délibération N°1.23 de la commission permanente du 22 mai 2023 autorisant le Président du Département à signer une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens avec le CLIC des Aînés de Rouen,



VU la Délibération N°1.5 de la commission permanente du 19 avril 2024 du Département de Seine-Maritime autorisant le Président du Département à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie,

Vu la Délibération du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 autorisant Monsieur le Président du C.C.A.S à signer la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2024 conclue entre le CLIC et le Département,

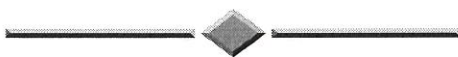
CONSIDÉRANT que le C.C.A.S. de Rouen gère le CLIC des Aînés en lien avec le Département de Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT que le CLIC est lié au Département par une Convention d'Objectifs et de Moyens proposant la mise en œuvre d'un programme de prévention à la perte d'autonomie,

CONSIDÉRANT, que le financement de ce programme de prévention est désormais conditionné à la signature de ladite convention,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- AUTORISE Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer la convention d'appui à la mise en œuvre d'actions de prévention de la perte d'autonomie pour les années 2024 et 2025.



#### **6. Demandes de subvention pour les projets « Maraudes culturelles » et « habitantes des rues » auprès de différentes institutions - Autorisation signature**

Le Centre Communal d'Action Sociale, la Ville de Rouen (Direction de la Jeunesse, de la Culture, de la Vie Associative et de l'International) et l'Autobus Samu Social se sont associés depuis 2021 autour d'un projet culturel pour les personnes sans abri. Les maraudes culturelles (musicales et littéraires) rencontrent un franc succès et s'intègrent désormais dans le paysage socio-culturel de la ville.

Dans la continuité de cette dynamique et au regard du diagnostic élaboré lors de la Nuit de la Solidarité, le Centre Communal d'Action Sociale, la Direction de la Jeunesse, de la Culture, de la Vie Associative et de l'International de la Ville de Rouen, le réseau institutionnel et associatif rouennais et l'Astragale (coopérative artistique et culturelle), ont co-construit un projet artistique et social en direction des femmes sans domicile. Le projet « habitantes des rues » se déclinera sur trois années :

- Mise en relation entre les artistes et les structures sociales, rencontre des bénéficiaires, élaboration d'une relation de confiance, recueil des paroles, création de podcasts, ateliers d'arts plastiques et collages monumentaux dans l'espace public
- Réalisation et diffusion d'un documentaire artistique et pédagogique afin de sensibiliser les acteurs sociaux à la prise en charge d'un public féminin en situation de rue
- Bilan et mise en action des réponses aux besoins repérés (mobiliers urbains, distribution de protections périodiques, adaptation des accompagnements...).
- Création de marrainages et de parrainages citoyens (rencontres autour d'une profession, d'une activité artistique ou sportive, d'un engagement militant selon les intérêts des femmes).

Ces deux projets, « maraudes culturelles » et « Habitantes des rues », peuvent bénéficier de cofinancements à solliciter auprès de différentes institutions, pour un coût global de 53 300 euros, soit **20 640 euros pour les « Maraudes culturelles »** et **32 660 euros pour « Habitantes des rues »**.  
Au regard, au regard des conditions et modalités de financements de ces institutions, les demandes de subventions doivent s'effectuer de la manière suivante :

	Département de Seine Maritime	DRAC	DEETS	DRDFE	Métropole Rouen Normandie	CCAS	FAS/FDJ
<b>Maraudes culturelles</b>	5 000	4 340				11 300,00	
<b>Habitantes des rues</b>	8 000	660	2 000	2 000	3 000	2 000	15 000

 dont valorisation de la coordination

Lesdits dossiers de candidature et budgets sont annexés à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président ou son représentant à solliciter les demandes de subventions auprès des différentes institutions.

#### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L115-1 et L123-5,

VU la Loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

VU le Décret n°95-562 du 6 mai 1995 relatifs aux Centres Communaux et Intercommunaux d'action sociale,

CONSIDÉRANT l'engagement du CCAS pour l'inclusion sociale des publics les plus démunis

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- AUTORISE Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à déposer les demandes de subvention suivantes :

	Département de Seine Maritime	DRAC	DEETS	DRDFE	Métropole Rouen Normandie	CCAS	FAS/FDJ
<b>Maraudes culturelles</b>	5000	4 340				11 300,00	
<b>Habitantes des rues</b>	8 000	660	2 000	2 000	3 000	2 000	15 000

 dont valorisation de la coordination



- DIT que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 7473

*Madame la Vice-Présidente rappelle que les maraudes culturelles ont lieu tous les derniers mercredis du mois.*



## **12 Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente**

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait le retour des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du vendredi 31 mai 2024 Madame la Vice-Présidente présentera un nouveau point d'étape qui sera notifié dans le procès-verbal.

### **LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN**

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,  
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

*Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :*

- *Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » - point d'avancement du projet :*
  - *Suite au dépôt de candidature fin mars 2024, l'instruction du dossier est en cours. Après trois temps qui se sont tenus en visio, une journée d'instruction sur site est programmée le 4 juin ; Les élus, l'équipe projet, de nombreux partenaires ainsi que des volontaires seront présents pour échanger avec les instructeurs. Si l'habilitation est donnée« l'entreprise à but d'emploi » pourra démarrer son activité en janvier 2025.*
- *Temps forts à venir :*
  - *1<sup>er</sup> juin : « les Hauts ont du talent » place du Châtelet*
  - *6 juin : « Garden Party » des Résidences autonomie à Bonvoisin*
  - *15 juin : manifestation dans les jardins de l'Hôtel de Ville de Rouen « Rouennais.es d'ici et d'ailleurs » organisée par le Réseau de Solidarité avec les Migrants et la Ville de Rouen*
  - *19 juin au stade Saint-Exupéry : la Ville de Rouen, en partenariat avec la Métropole Rouen Normandie, l'Etat et l'ASPTT, organise la Journée mondiale des réfugiés*
  - *22 juin : fête de l'été quartier Grammont*

- 29 juin : Fête de la Saint-Jean quartier Lombardie

Madame Félicie RENON souhaite prendre la parole afin d'alerter sur la situation du quartier Saint Marc de Rouen. Elle explique que les résidents et promeneurs déplorent l'insécurité grandissante de ce quartier certaines soirées (notamment après les Maraudes).

Madame DUTARTE indique qu'elle remontera ces éléments à la Direction de la Tranquillité Publique afin d'envisager les possibilités d'amélioration de la qualité de vie des administrés tout en rappelant la grande importance des maraudes pour les personnes les plus précaires.

Madame Alazard souhaite informer l'assemblée du retour de l'opération ciné relax le 15 juin à l'OMNIA.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 15h41.

Date du prochain Conseil : 21 juin 2024.

Président de Séance



Caroline DUTARTE  
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance



Vanessa RAPITEAU  
Directrice du C.C.A.S.